



# FÉDÉRATION CGT DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

## MONSIEUR MACRON, LE GRAND DÉBAT A MONTRÉ QUE LA SANTÉ ET LES HÔPITAUX PUBLICS DOIVENT ÊTRE UNE PRIORITÉ.

Selon la presse, le Président de la République devrait annoncer qu'il ne veut plus « aucune fermeture d'école et d'hôpital jusqu'à la fin du quinquennat ».

On connaît l'art de ce président pour les effets de langage et de communication ! Nous ne pouvons qu'être méfiants car le candidat Macron avait déjà juré avant les présidentielles qu'il ne toucherait pas aux hôpitaux. Or, depuis le début de son mandat, chaque mois apporte son lot de fermetures de lits et de services, ici une maternité, là la chirurgie, ailleurs c'est un hôpital entier qui ferme...

À l'approche des élections européennes, il lui est difficile d'ignorer que, sous la pression de la population dans le cadre du « grand débat », les questions concernant la santé qui n'étaient pas prévues se sont imposées.

Mais les mots ont leur importance et la CGT demande plus précisément, avec la population et les salarié.e.s, l'arrêt de toute fermeture de lits et des services. En effet, il peut rester le panneau « Hôpital » à l'entrée, mais s'il n'y a plus de maternité, ni chirurgie, ni service d'urgence, cela devient un hospice ou un mouvoir pour vieux et plus un hôpital !

On le voit bien, ces fermetures entraînent une perte de chance considérable pour les patient.e.s, avec des délais d'accès à des services essentiels qui s'allongent et sont incompatibles avec une prise en charge adaptée, notamment en urgence ou pour les femmes qui vont accoucher.

Les mêmes causes ayant les mêmes effets, la situation est également très dégradée dans les grands établissements au cœur des métropoles. Le mouvement de grève actuel dans les services d'urgences de l'AP-HP est là pour le démontrer.

La politique d'austérité, de regroupements et de fermetures de services crée là aussi une situation intolérable. Les personnels sont en sous-effectif et le manque de lits aggrave la situation, car en plus de prendre en charge les patient.e.s qui arrivent aux urgences, il faut s'occuper des patient.e.s hospitalisé.e.s sur des brancards par manque de lits. Rien que pour l'AP-HP, le nombre d'agents supplémentaires pour assurer la sécurité des patient.e.s et répondre aux recommandations professionnelles dans ces services d'urgences a été chiffré à 700.

Nous exigeons donc un arrêt des plans d'économie qui étranglent les hôpitaux ainsi que la suppression immédiate d'un impôt injuste qui est prélevé sur leur budget, à savoir la taxe sur les salaires. Son montant est de plus de 4 milliards d'euros, soit l'équivalent de la masse salariale nécessaire pour créer 100 000 emplois. Alors banco, Monsieur le Président, allégeons les impôts, et en particulier ceux qui pèsent injustement sur l'hôpital public !

**La CGT appelle les personnels de l'AP-HP et de tous les hôpitaux de France à la mobilisation et à la grève pour exiger un moratoire à toute fermeture de lits et de services, ainsi que l'embauche massive de personnel pour permettre à l'hôpital de remplir efficacement sa mission de service public.**

Montreuil, le 18 avril 2019.

Case 538  
263, rue de Paris  
93515 Montreuil Cedex

**30/19**

Tél : 01.55.82.87.88  
Fax : 01.55.82.87.74  
E-Mail :  
sg@sante.cgt.fr